

## La dimension politique du travail : comprendre l'évolution des systèmes scolaires

*Jean-Paul Walter*

De tout temps, le travail a été au cœur de luttes sociales et politiques, entre les aspirations d'émancipation des uns et la recherche de profits des autres. L'école française n'a jamais été une école égalitaire. Depuis Jules Ferry, elle a toujours eu pour mission de faire émerger une élite républicaine par le biais de la compétition scolaire. Notre système des grandes écoles est unique au monde. Par conséquent, l'école assure clairement la reproduction des classes sociales. Les révolutions françaises qui ont abouti ont toujours été des révolutions bourgeoises.

A cela s'ajoutent de nouvelles formes d'organisation du travail qui se sont imposées aux systèmes scolaires. Elles sont inspirées par la doctrine néolibérale (Friedrich Hayek, Milton Friedman, etc.) qui affirme la primauté de l'économie sur toutes les autres sphères de l'existence humaine et pré-

conise une économie de marché basée sur une libre concurrence sans entraves. La théorie du « capital humain » qui s'appuie sur la précédente, a des incidences encore plus directes sur l'éducation. Les prémices de cette théorie étaient apparues en 1935, où l'on s'interrogeait sur la rentabilité des dépenses d'éducation : « Tout investissement doit être rentable. La théorie du capital s'applique à l'homme » (John R. Walsh). Puis elle a été développée par un certain nombre d'économistes de l'université de Chicago, surtout Gary Becker (1964).

La théorie du Capital humain semble s'être imposée universellement en matière d'éducation (aux gouvernements de droite comme de gauche). Elle dessine le cadre qui régit les institutions scolaires et universitaires, les entreprises mais aussi les personnes.

Gary Becker affirme que l'éducation s'inscrit dans un logique d'intérêt individuel. Celui qui investit dans des études longues espère un surplus de gain après l'obtention d'un diplôme. Pour les plus doués, plus ils investiront, plus ce sera rentable. Les moins doués ont intérêt à s'arrêter rapidement car leur investissement n'est pas rentable. Becker estime que les enseignements primaire et secondaire d'une part, et l'enseignement supérieur d'autre part ne sont pas de même nature. Il conçoit que la dépense publique finance la formation minimale au savoir vivre indispensable à la vie sociale car l'analphabétisme, la pauvreté, l'assistance et la délinquance poserait des problèmes sociaux aux coûts énormes. Mais dès que l'on dépasse ce niveau de qualification, l'éducation s'inscrit dans une perspective de gains monétaires. Il serait juste que cet investissement soit assumé par l'individu et non par les contribuables, d'où la flambée du coût des études universitaires dans de nombreux pays et l'endettement pour financer les études.

Dans les années 90, est apparu un autre concept, notamment dans les écoles de management, celui « d'entrepreneur de soi » (Bob Aubrey) où l'individu doit avoir en permanence le souci de son employabilité, améliorer ses performances et se former tout au long de sa vie.

En 2000, le Conseil Européen qui regroupe les chefs d'états de l'UE, élaborait la « stratégie de Lisbonne ». Constatant que les délocalisations se multipliaient vers les pays à bas coût salarial et sans réglementation du travail, mais ne voulant surtout pas remettre en question le libre marché, les chefs d'états préconisaient de compenser ce handicap en développant « l'économie de la connaissance ». L'éducation doit être la plus value au service de l'économie européenne. Dans cette logique, les conduites individuelles doivent être orientées vers le développement du potentiel économique de chacun.

Pendant ce temps, les think tanks liés au patronat (Institut de l'entreprise, Institut Montaigne, Conseil pour la diffusion de la culture économique du Ministère de l'économie, etc...) s'emploient à faire entrer la « culture d'entreprise » à l'école, dès le plus jeune âge. Pour lutter contre l'échec scolaire, on préconise le coaching patronal dans les établissements scolaires. Les chefs d'entreprises sont les modèles structurants. Le management offre les solutions que les enseignants et éducateurs ne trouvent pas.

Dans le même esprit, l'OCDE a proposé pour la première fois, dans le cadre évaluation PISA 2012, une épreuve de « culture financière », optionnelle pour l'instant.

L'organisation du travail, que ce soit en entreprise ou en milieu scolaire, a clairement une dimension politique. Elle vise à asseoir la domination de l'économie de marché mondialisée qui est la forme moderne du capitalisme. Elle s'appuie sur des lois de mise en concurrence qu'elle qualifie de naturelles. Dans ce contexte, l'école devient l'antichambre de la compétition économique. L'éducation est sommée de devenir elle-même un gisement de profits puisque les Accords Généraux sur le Commerce des Services préconisent une libéralisation totale des services d'éducation.

En tant que pédagogues, nos références humanistes sont profondément malmenées.

